



Parliamentary Assembly
Assemblée parlementaire

<http://assembly.coe.int>



COUNCIL OF EUROPE
CONSEIL DE L'EUROPE

Doc. 12240
19 mai 2010

Election de juges à la Cour européenne des droits de l'homme

(conformément à l'article 22, paragraphe 1 de la Convention européenne des droits de l'homme)

Liste et curricula vitae des candidats présentés par les Gouvernements d'Allemagne et de Malte

Table des matières

Page

Liste et curricula vitae des candidats présentés par le Gouvernement d'Allemagne..... 2

Prof. Angelika NUSSBERGER 4

Dr. Günter SCHIRMER 9

Prof. Dr. Bertram SCHMITT 12

Liste et curricula vitae des candidats présentés par le Gouvernement de Malte.....17

M. Vincent Anthony De GAETANO 19

M. Joseph A. FILLETTI 23

Mme Abigail LOFARO 27

**Représentation permanente
de la République fédérale d'Allemagne
auprès du Conseil de l'Europe
Strasbourg**

CS 100 30, F 67084 Strasbourg

M. Hans-Dieter Heumann
Représentant permanent de la
République fédérale d'Allemagne
auprès du Conseil de l'Europe

Au Secrétaire général
de l'Assemblée parlementaire
M. Mateo Sorinas
Conseil de l'Europe

Strasbourg

Strasbourg, le 28 avril 2010

Monsieur le Secrétaire général,

Comme suite à votre lettre en date du 2 mars 2010 et conformément aux informations communiquées le 17 septembre 2009 par Philippe Boillat, le directeur général des Droits de l'homme et des Affaires juridiques du Conseil de l'Europe, j'ai l'honneur, au nom du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, de vous transmettre ci-après la liste des candidats de l'Allemagne au poste de juge à la Cour européenne des droits de l'homme.

La procédure de désignation des candidats en Allemagne a été menée conformément aux principes de la procédure démocratique, de la transparence et de l'absence de discrimination. Des appels publics et ouverts à candidatures ont été publiés dans les journaux « Frankfurter Allgemeine Zeitung » et « Süddeutsche Zeitung » ainsi que dans la « Neue Juristische Wochenschrift », revue juridique spécialisée. Le ministère fédéral de la Justice a aussi fait paraître un communiqué de presse pour lancer un appel à candidatures et il l'a diffusé sur son site internet. En outre, le ministère a invité les juridictions fédérales, le parquet fédéral, la Fédération allemande des juges (Deutscher Richterbund), l'ordre des avocats allemands (Deutscher Anwaltverein), l'ordre fédéral des avocats (Bundesrechtsanwaltskammer), l'Institut allemand pour les droits de l'homme et les groupes parlementaires du Bundestag à présenter les noms de candidats appropriés ou à encourager les intéressés à poser leur candidature.

En conséquence, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne transmet à l'Assemblée parlementaire les noms des candidats suivants par ordre alphabétique :

- Mme le professeur Angelika Nussberger, université de Cologne ;
- M. Günter Schirmer, chef adjoint du secrétariat de la commission des questions juridiques et des droits de l'homme de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe ;
- M. le professeur Bertram Schmitt, juge à la Cour fédérale de justice d'Allemagne.

Je vous prie de croire, Monsieur le Secrétaire général, à l'assurance de ma haute considération.

M. Hans-Dieter Heumann
Ambassadeur

Prof. Angelika NUSSBERGER

CURRICULUM VITAE

I. Etat civil

Nom, prénom : Nußberger, Angelika Helene Anna (Professeur, docteur en droit, docteur *honoris causa*)

Sexe : Féminin

Date et lieu de naissance : Munich, le 1^{er} juin 1963

Nationalité : Allemande

II. Etudes et diplômes, et autres qualifications

1982-1989 Etudes de langues et de littérature slaves ; études de droit/Munich
(avec des études de courte durée à Strasbourg / Coimbra / Moscou / Florence)

1987 Maîtrise : langues et littérature slaves
(matières complémentaires : littérature française, littérature allemande)

1988 Diplôme en droit comparé, université de Strasbourg

1989 Premier examen d'Etat en droit (université de Munich)

1993 Doctorat de troisième cycle en droit, université de Wurtzbourg

1993 Deuxième examen d'Etat en droit (Heidelberg)

1994-1995 Chercheur invité, université Harvard

2002 Doctorat d'Etat, université de Munich
(Professeur Bernd von Maydell, Professeur Bruno Simma, juge à la CIJ)

2010 Docteur *honoris causa* (université d'Etat Ivane Javakhishvili, Tbilissi)

III. Activités professionnelles pertinentes

a. Description des activités judiciaires

(-)

b. Description des activités juridiques non judiciaires

1993-2001 Chercheur à l'Institut Max-Planck de droit social étranger et international, Munich

2001-2002 Conseiller juridique (Conseil de l'Europe), Direction générale III (Cohésion sociale)

Depuis 2002 Professeur titulaire de droit à l'université de Cologne (spécialisation : droit international, droit constitutionnel, droit comparé) ; directrice de l'Institut de droit d'Europe de l'Est (Cologne)

c. Description des activités professionnelles non juridiques

(-)

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

Membre de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations de l'Organisation internationale du travail (depuis 2004)

Membre suppléant de la Commission de Venise (Commission européenne pour la démocratie par le droit) (depuis 2006) : avis à titre d'*amicus curiae* sur des questions de droits de l'homme devant la Cour européenne des droits de l'homme et des cours constitutionnelles européennes

Membre de la « Mission d'enquête internationale indépendante sur le conflit en Géorgie (MEICG) » sous la présidence de Heidi Tagliavini (2009)

Cours magistraux sur les droits de l'homme en droit international à l'université de Cologne depuis 2005 ; conférences sur les droits humains et sociaux en droit international à la Pontifícia Universidade Católica do Rio Grande do Sul à Porto Alegre / Brésil (2009)

Participation à des réunions d'experts sur l'élaboration du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels

Publications sur le droit international relatif aux droits de l'homme

V. Activités publiques

a. Postes dans la fonction publique

(-)

b. Mandats électifs

Vice-présidente de l'université de Cologne (depuis le 1^{er} janvier 2010)

c. Fonctions exercées au sein d'un parti ou d'un mouvement politique

(-)

VI. Autres activités

a. Domaine

Organisation de programmes d'échange d'étudiants et de séminaires internationaux d'étudiants sur toutes sortes de sujets (droit international, droit européen, droit relatif aux droits de l'homme, droit constitutionnel comparé) :

Séminaires germano-polonais (université de Łódź et université de Cologne)

Séminaires en Europe centrale (université de Łódź, université de Cologne, université de Pecs, université de Vilnius)

Séminaires germano-russes (Ecole supérieure d'économie/Moscou, université de Cologne)

Organisation d'un programme de maîtrise pour étudiants en droit à Tbilissi

Organisation d'un programme spécialisé en droit allemand à Gdansk

Organisation d'un programme d'échange avec des étudiants de l'université chinoise de sciences politiques et de droit (Pékin)

b. Durée

Depuis 2004.

c. Fonctions

Organisatrice responsable.

VII. Travaux et publications

(Vous pouvez indiquer le nombre total d'ouvrages et d'articles publiés, mais ne citez que les titres les plus importants – 10 au maximum)

Nombre de livres : 4 (comme auteur), 1 (comme co-auteur), 9 (comme éditeur ou co-éditeur)

Nombre d'articles scientifiques : 103

Les titres les plus importants:

- Völkerrecht. Geschichte, Institutionen, Perspektiven, (Droit international. Histoire, institutions, perspectives), Munich 2009
- Völkerrecht im Kaukasus – Postsowjetische Konflikte in Russland und Georgien (Droit international au Caucase – Conflits post-soviétiques en Russie et Géorgie), Europäische Grundrechte Zeitschrift 2008, S. 457-466
- Pluralizm – konstitucionnaja cennost' (Pluralisme comme valeur constitutionnelle), in: Sravnitel'noe konstitucionnoe obozrenie (Journal on Comparative Constitutional Law) No. 6 (67) 2008, p. 89-98
- Setting Limits and Setting Limits aside – The Constitutional Framework of Presidential Power in Post-Communist Countries (Définir et redéfinir des limites – Le cadre constitutionnel du pouvoir présidentiel dans les pays post-communistes), in: Liber Amicorum Antonio La Pergola, Strasbourg, The Hague 2008, p. 206-228
- The Reception Process in Russia and Ukraine (Le processus de réception en Russie et Ukraine), in: Helen Keller / Alec Stone Sweet (ed.), A Europe of Rights .The Impact of the European Convention on Human Rights on National Legal Systems, Oxford University Press 2008, p. 603-674
- Vosstanovlenie Vavilonskoj Bašni. Evropejskij Sud po pravam čeloveka i mnogoobrazie pravovych kultur (La reconstruction de la tour de Babel. La Cour européenne de droits de l'homme et la diversité des cultures juridiques), Sravnitel'noe Konstitucionnoe Pravo 2007, No. 2, p. 71-79
- Arbeit als Fluch und Segen. Völker- und verfassungsrechtliche Regelungen zum Recht auf Arbeit und Verbot der Zwangsarbeit (Le travail comme malédiction et bénédiction. Les règles internationales et constitutionnelles sur le droit du travail et l'interdiction du travail forcé), in: Ennuschat/Geerlings/Mann/Pielow/Stern, Recht und Ordnung der Wirtschaft, Gedächtnisschrift für Peter Tettinger, 2007, p. 81-102
- Minority Protection in Central and Eastern Europe (La protection des minorités en Europe centrale et orientale), in: Władysław Czapliński, Prawo w XXI wieku, Warszawa 2006, S. 582-600
- Sozialstandards im Völkerrecht. Eine Studie zu Entwicklung und Bedeutung der Normsetzung der Vereinten Nationen, der Internationalen Arbeitsorganisation und des Europarats zu Fragen des Sozialschutzes (Les standards sociaux en droit international. Étude sur le développement et le rôle de la législation internationale en droit social des Nations Unies, de l'Organisation Internationale du Travail et du Conseil de l'Europe), Berlin 2005
- La dimension constitutionnelle de la restructuration du droit social dans les Etats d'Europe centrale et orientale, Bulletin de droit comparé du travail et de la sécurité sociale 2003, S. 53-75

Avis d'expert préparés pour la Commission de Venise

- Rapport sur l'indépendance du système judiciaire Partie I : l'indépendance des juges adopté par la Commission de Venise lors de sa 82e session plénière (Venise, 12-13 mars 2010) CDL-AD(2010)004 (avec Guido Neppi Modena, Hjortur Torfason et Valery Zorkin)
- Amicus curiae brief for the Constitutional Court of Moldova on the Interpretation of Articles 78.5 and 85.3 of the Constitution of Moldova, Adopted by the Venice Commission at its 82nd Plenary Session (Venice, 12-13 March 2010), CDL-AD(2010)002 (together with Jean-Jacques Scholsem and Kaarlo Tuori) – seulement en anglais
- Avis final relatif aux projets d'amendements à la loi sur les territoires occupés de Géorgie adopté par la Commission de Venise à sa 81e session plénière (Venise 11 12 décembre 2009) CDL-AD(2009)051 (avec Bogdan Aurescu et James Hamilton)
- Avis intérimaire relatif aux projets d'amendements et d'annexes à la loi sur les territoires occupés de la Géorgie adopté par la Commission de Venise à sa 80e session plénière (Venise, 9-10 octobre 2009) CDL-AD (2009)046 (avec Bogdan Aurescu et James Hamilton)

- Amicus curiae Opinion on the Interpretation of the Kazakh Constitution concerning the Participation in the Customs Union within the Euro-Asian Economic Community for the Constitutional Council of Kazakhstan, endorsed by the Venice Commission at its 81st Plenary Session (Venice 11-12 December 2009) CDL (2009) 176 (together with Evgenij Tanchev) seulement en anglais
- Avis conjoint sur la loi portant modification de certaines dispositions législatives relatives à l'élection du Président de l'Ukraine adoptées par la Verkhovna Rada d'Ukraine le 24 juillet 2009, adopté par le Conseil des élections démocratiques lors de sa 30e réunion (Venise, 8 octobre 2009) et par la Commission de Venise lors de sa 80e Session plénière (Venise, 9-10 octobre 2009) CDL-AD(2009)040 (avec Jessie Pilgrim)
- Opinion on the Law on Occupied Territories of Georgia adopted by the Venice Commission at its 78th Plenary Session (Venice 13-14 March 2009) CDL-AD(2009)015 (together with Bogdan Aurescu and James Hamilton) seulement en anglais
- Opinion on the Draft Law Amending the Constitution of Ukraine Presented by the People's Deputies Yanukovych, Lavrynovych et. al adopted by the Venice Commission at its 78th Plenary Session (Venice, 13-14 March 2009) CDL-AD (2009)008 (together with Peter Paczolay and Hanna Suchocka) seulement en anglais
- Opinion on the Draft Amendments to the Constitutional Law on the Supreme Court and Local Courts of Kyrgyzstan adopted by the Venice Commission at its 77th Plenary Session (Venice, 12-13 December 2008) CDL-AD (2008)041 (together with Hjvrtur Torfason) - seulement en anglais
- Amicus Curiae Brief in the cases of Sejdic and Finci v. Bosnia and Herzegovina pending before the European Court of Human Rights No. 27996/06 and 34836/06 adopted by the Venice Commission at its 76th Plenary Session (Venice, 17-18 October 2008) CDL-AD(2008)027 (together with Jean-Claude Scholsem and Joseph Marko) - seulement en anglais
- Opinion on the Draft Constitution of Ukraine (prepared by a working group headed by Mr. V.M. Shapoval) adopted by the Venice Commission at its 75th Plenary Session (Venice, 13-14 June 2008) CDL-AD(2008) 015 (together with Sergio Bartole, Peter Paczolay, Hanna Suchocka and Kaarlo Tuori) - seulement en anglais
- Avis sur le projet de loi relatif à la liberté de religion, aux organisations religieuses et aux relations mutuelles avec l'Etat de l'Albanie adopté par la Commission de Venise lors de sa 73e session plénière (Venise, 14-15 décembre 2007) CDL-AD(2007)041 (avec Louis Christians)
- Opinion on the Constitutional Situation in the Kyrgyz Republic adopted by the Commission at its 73rd Plenary Session (Venice, 14-15 December 2007) CDL-AD(2007)045 (together with Tanchev and Anders Fogelklou) - seulement en anglais
- Avis Amicus Curiae sur la loi relative à la législation, à l'urbanisme et à l'intégration des constructions sauvages de la République d'Albanie, Avis no. 433 / 2007 CDL-AD(2007)029 (avec Marc Fischbach et Jan Velaers)
- Avis sur la loi sur la responsabilité disciplinaire des juges ordinaires de Géorgie et les procédures disciplinaires à leur égard adopté par la Commission de Venise lors de sa 70e session plénière (Venise, 16-17 mars 2007) CDL-AD(2007)009 (avec Hanna Suchocka et Hans Vogel)
- Preliminary comments on three drafts for a revised Constitution of the Kyrgyz Republic, Opinion no. 383 / 2006, CDL(2006)066 (together with Andres Fogelklou) - seulement en anglais

VIII. Langues

(Condition : connaissance active de l'une des langues officielles du Conseil de l'Europe et connaissance passive de l'autre)

Langue	Lu			Ecrit			Parlé		
	Très bien	Bien	Assez bien	Très bien	Bien	Assez bien	Très bien	Bien	Assez bien
a. Première langue : – allemand (veuillez préciser)	x			x			x		
b. Langues officielles : – anglais	x			x			x		
– français	x			x			x		
c. Autres langues : – russe	x				x		x		
– italien		x				x			
– espagnol			x						x

IX. Au cas où vous n'auriez pas le niveau de compétence linguistique requis pour exercer la fonction de juge dans [la deuxième] langue officielle, veuillez confirmer votre intention, si vous êtes élu(e) juge à la Cour, de suivre des cours de langues intensifs dans la langue concernée avant de prendre vos fonctions ainsi que, si besoin est, au début de votre mandat.

X. Autres éléments pertinents

XI. Veuillez confirmer que vous vous installeriez de manière permanente à Strasbourg au cas où vous seriez élu(e) juge à la Cour.

Je confirme que je m'installerai de manière permanente à Strasbourg si je suis élue juge à la Cour.

Dr. Günter SCHIRMER

CURRICULUM VITAE

I. Etat civil

Nom, prénom : Günter Schirmer

Sexe : Masculin

Date et lieu de naissance : Le 14 février 1960 à Cologne

Nationalité(s) : Allemande

II. Etudes et diplômes, et autres qualifications

Doctorat en droit (université de Passau) ; thèse (en allemand) : « Statut juridique et protection de l'embryon à un stade précoce après fécondation in vitro – une perspective de droit comparé » (mention « bien », 1987)

Deuxième examen d'Etat en droit (Bavière), classé 19^e sur 494 candidats, option : droit européen et international (1989)

Premier examen d'Etat en droit (Bavière), mention « bien », option : criminologie et justice pénale des mineurs (1984)

Maîtrise en droit, mention droit international, université d'Aix-Marseille, mention « bien » ; mémoire (en français) : « Les procédures de mise en œuvre du droit de la concurrence en droit français, allemand et européen » (1982)

« Fachspezifische Fremdsprachenausbildung » (cours de langues intensifs spécialisés pour juristes) à l'université de Passau, en anglais et en français (1978/1981)

« Abitur » (baccalauréat) au lycée Alexander von Humboldt à Neuss, moyenne 1,2, matières principales : anglais et russe (1978)*

III. Activités professionnelles pertinentes

a. Description des activités judiciaires

Juge au « Landgericht » (juridiction régionale de première instance) à Bonn, 9^e Chambre civile présidée par M^{me} Reumann de Fernandez (1991/1992)

Pendant le « Referendariat » (période de formation pratique), postes de juge/procureur stagiaire dans une juridiction civile (Freyung), une juridiction pénale (Passau/Bureau du procureur) et une juridiction administrative (Ratisbonne) et stage dans un cabinet d'avocats (1986/1989).

b. Description des activités juridiques non judiciaires

Secrétaire exécutif des organes de la Banque de développement du Conseil de l'Europe (CEB) : Secrétariat du Conseil de direction de la Banque, de son Conseil d'administration et de son Comité exécutif ainsi que du Comité de surveillance (2001/2003)

Secrétaire adjoint des organes de la CEB (1996/2001)

Administrateur au Secrétariat de la CEB : évaluation de la recevabilité des demandes d'emprunts, élaboration des avis du Secrétaire Général sur la recevabilité (1993/1996)

Fonctionnaire au ministère fédéral allemand des Finances (Direction générale des affaires internationales) : Club de Paris, accords de rééchelonnement de dettes bilatérales, garanties de crédits à l'exportation,

* Environ 14/20. N.d.T.

coopération financière avec les Etats d'Europe centrale et orientale et ceux de l'ex-URSS (1990/1991 et 1992/1993)

Maître assistant de droit allemand et de droit comparé au King's College (Londres) et à la London School of Economics (1984/1986)

Assistant à l'université de Passau sous l'autorité du professeur Werner Beulke, titulaire de la chaire de droit pénal, de justice pénale des mineurs et de criminologie (1984 et 1989/1990 à plein temps, et 1986/1989 à temps partiel)

Stagiaire à la Commission européenne (Bruxelles), Direction générale IV – Droit de la concurrence (1983)

c. Description des activités professionnelles non juridiques

Aucune.

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

Chef adjoint du Secrétariat de la commission des questions juridiques et des droits de l'homme de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (depuis 2003) : activités de secrétariat parlementaire international dans le domaine des droits de l'homme, notamment :

- élaboration de projets de résolutions et de recommandations et de rapports parlementaires sur des thèmes variés concernant la coopération européenne dans le domaine des droits de l'homme : en particulier, sur différents aspects de la mise en œuvre de la Convention européenne des droits de l'homme au niveau national et européen, les droits des minorités nationales et autres et le droit pénal international ;*
- missions d'enquête in situ et organisation de colloques et d'auditions en coopération avec les rapporteurs parlementaires ;*
- contacts réguliers avec des autorités judiciaires, parlementaires et gouvernementales ainsi qu'avec des représentants de la société civile dans de nombreux Etats membres ;*
- exposés à des personnes en visite d'étude (parlementaires, juges et procureurs, avocats et représentants d'ONG de défense des droits de l'homme)*

V. Activités publiques

a. Postes dans la fonction publique

Voir ci-dessus II et III.

b. Mandats électifs

Aucun.

c. Fonctions exercées au sein d'un parti ou d'un mouvement politique

Président de la section locale de la Fédération des étudiants chrétiens-démocrates à l'université de Passau (1979/1980)

VI. Autres activités

a. Domaine

b. Durée

c. Fonctions

1.a. Education ; b. depuis 2009 ; c. Délégué des parents à l'Ecole européenne de Strasbourg

2.a. Activité syndicale ; b. 2006/2008 ; c. membre du Bureau de la section du Conseil de l'Europe de la Fédération de la fonction publique européenne (FFPE)

VII. Travaux et publications

« Status und Schutz des frühen Embryos bei der In-vitro-Fertilisation in rechtsvergleichender Sicht », Frankfurt/Main, 1987

De nombreuses contributions lors de colloques et conférences dans le domaine de la coopération européenne en matière de droits de l'homme, par exemple :

ELSA/Université de Passau, colloque « Demokratie – Wahrheit oder Wunschvorstellung » (la démocratie – réalité ou vœu pieux) du 6/8.11.2009 sous le parrainage du Président de la Cour Constitutionnelle Fédérale ; contribution au sujet de « la situation de la démocratie et des droits de l'homme en Europe de l'Est (notamment en Russie et au Belarus) »

Transparency International, Améliorer la protection des « donneurs d'alerte », Table ronde internationale d'experts (Prague, 8/9.7.2009) ; contribution sur les meilleures pratiques et l'environnement juridique, y compris les normes applicables de la CEDH

Deutscher Strafverteidigertag 2008 (Convention allemande des avocats de la défense), Munich, 29.2./2.3.2008, participation au panel sur la protection des droits de l'homme dans le cadre de la lutte contre le terrorisme

VIII. Langues

(Condition : connaissance active de l'une des langues officielles du Conseil de l'Europe et connaissance passive de l'autre)

Langue	Lu			Ecrit			Parlé		
	Très bien	Bien	Assez bien	Très bien	Bien	Assez bien	Très bien	Bien	Assez bien
a. Première langue : – allemand (langue maternelle)									
b. Langues officielles : – anglais	x			x			x		
– français	x			x			x		
c. Autres langues : – néerlandais			x						
– russe			x						

IX. Au cas où vous n'auriez pas le niveau de compétence linguistique requis pour exercer la fonction de juge dans [la deuxième] langue officielle, veuillez confirmer votre intention, si vous êtes élu(e) juge à la Cour, de suivre des cours de langue intensifs dans la langue concernée avant de prendre vos fonctions ainsi que, si besoin est, au début de votre mandat.

Sans objet.

X. Autres éléments pertinents

En tant qu'« Altstipendiat » (ancien étudiant) de la Fondation Konrad Adenauer, je participe régulièrement aux activités d'enseignement de la Fondation.

XI. Veuillez confirmer que vous vous installeriez de manière permanente à Strasbourg au cas où vous seriez élu(e) juge à la Cour.

J'habite déjà à Strasbourg, et j'y resterais si j'étais élu.

Prof. Dr. Bertram SCHMITT

CURRICULUM VITAE

I. Etat civil

Nom, prénom : Professeur Schmitt, Bertram
Sexe : Masculin
Date et lieu de naissance : Le 9 septembre 1958 à Dieburg
Nationalité : Allemande

II. Etudes et diplômes, et autres qualifications

De mars 2000 à ce jour Professeur honoraire de droit pénal, de procédure pénale et de criminologie
Université de Wurtzbourg, Allemagne
Octobre 1993–Février 2000 Maître assistant
Université de Wurtzbourg, Allemagne
Juillet 1988–Janvier 1991 Assistant scientifique
Université de Francfort, Allemagne (chaire de droit pénal, de procédure pénale, de criminologie et de science médico-légale)
Juillet 1988 Dernier examen d'Etat en droit
Juillet 1985 Doctorat
Université de Francfort, Allemagne
Décembre 1983 Premier examen d'Etat en droit
Octobre 1977–Mars 1978 et
Octobre 1979–Décembre 1983 Etudes de droit
Faculté de droit, université de Francfort, Allemagne

III. Activités professionnelles pertinentes

a. Description des activités judiciaires

D'août 2009 à ce jour Juge *ad hoc* à la Cour européenne des droits de l'homme
De mai 2005 à ce jour Juge au Bundesgerichtshof
(Cour suprême fédérale de justice, compétente en matière civile et pénale, en matière pénale pour les crimes les plus graves)
Bundesgerichtshof, Karlsruhe, Allemagne
De janvier 2008 à ce jour Membre d'une Chambre pénale du Bundesgerichtshof
Mai 2005–Décembre 2007 Membre d'une Chambre civile du Bundesgerichtshof, spécialisée dans les affaires concernant la législation bancaire et boursière
Mai 2005–Juin 2008 en parallèle Juge d'instruction au Bundesgerichtshof (compétent pour les crimes contre la sûreté de l'Etat, notamment ceux commis par des groupes terroristes)
Avril 1999–Mai 2005 Président du Landgericht (tribunal régional)
Landgericht de Darmstadt, Allemagne

Janvier 2000–Mai 2005	– Chambre des mineurs et chambre chargée de la protection des mineurs – Egalement chambre pénale pour les homicides commis par des majeurs
Mai 1999–Décembre 1999	– Chambre pénale pour les crimes commis par des majeurs
Avril 1993–Avril 1999	Juge au Landgericht (tribunal régional)
Septembre 1997–Mai 1998	Juge délégué à l'Oberlandesgericht (Cour régionale) – Chambre pénale compétente essentiellement en matière de détention Oberlandesgericht de Francfort, Allemagne
Février 1991–Avril 1993	Juge – Affaires générales en matière civile et pénale Landgericht (tribunal régional) de Darmstadt et Amtsgericht (tribunal cantonal) de Groß-Gerau, Allemagne

b. Description des activités juridiques non judiciaires

De juin 2009 à ce jour	Membre allemand de l'organe de contrôle commun d'Eurojust La Haye, Pays-Bas
De juin 2008 à ce jour	Attaché de presse du Bundesgerichtshof (Cour suprême fédérale de justice) Bundesgerichtshof, Karlsruhe, Allemagne
De novembre 2007 à ce jour	Cours de procédure pénale Ecole allemande de la magistrature, Wustrau, Allemagne
D'octobre 1993 à ce jour	Cours de droit pénal, de procédure pénale, de criminologie et de droit pénal concernant la délinquance juvénile Université de Wurtzbourg, Allemagne
Novembre 2008	Conférence « Ursachen der Jugendkriminalität » (Causes de la délinquance juvénile) à l'université d'Istanbul Hukuk Fakültesi Istanbul, Turquie Conférence « Beweisverwertungsverbote » (Recevabilité des preuves) à l'occasion d'un séminaire germano-turc avec des professeurs d'universités turques et des juges de la Yargitay (Cour suprême turque) Istanbul, Turquie
Octobre 2007	Conférence sur le droit bancaire Ecole allemande de la magistrature, Wustrau, Allemagne

c. Description des activités professionnelles non juridiques

–

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

D'août 2009 à ce jour	Juge <i>ad hoc</i> à la Cour européenne des droits de l'homme
De janvier 2008 à ce jour	Membre d'une Chambre pénale du Bundesgerichtshof – Compétent pour l'application du droit pénal et de la procédure pénale internes et leur développement, en tenant compte aussi de la Convention européenne des droits de l'homme selon l'interprétation de la Cour européenne des droits de l'homme
Mai 2009	Conférence « Das Konfrontationsrecht nach Artikel 6 Abs. 3 d EMRK » (Le droit de citer à comparaître et d'interroger les témoins en vertu de l'article 6 paragraphe 3 alinéa d de la CEDH) à la Cour suprême fédérale

	de justice de Karlsruhe devant des juges de la Yargitay (Cour suprême turque)
2008/2009	Echange d'idées notamment sur des questions de droits de l'homme avec des délégations étrangères en visite à la Cour suprême fédérale de justice de Karlsruhe (par exemple, avec des membres des Cours constitutionnelles de Turquie, d'Indonésie et du Kosovo ainsi qu'avec des membres du ministère public russe, y compris le procureur général de Russie)
Avril 2008	Conférence devant des avocats de la défense « Die überlange Verfahrensdauer und das Beschleunigungsgebot in Strafsachen » (Le principe selon lequel la procédure doit être menée avec rapidité et sans délais excessifs – article 5 paragraphe 3 et article 6 paragraphe 1 de la CEDH)
Septembre 1997–Juin 1998	Juge délégué à la Cour supérieure régionale de Francfort – Chambre pénale compétente essentiellement en matière de détention, tenant particulièrement compte des principes de l'article 5 paragraphe 3 et de l'article 6 paragraphe 1 de la CEDH pour l'évaluation de la durée de la procédure en tant que condition préalable au maintien en détention

V. Activités publiques

a. Postes dans la fonction publique

–

b. Mandats électifs

–

c. Fonctions exercées au sein d'un parti ou d'un mouvement politique

–

VI. Autres activités

a. Domaine

–

b. Durée

–

c. Fonctions

–

VII. Travaux et publications

1. Livres

Körpervverletzungen bei Fußballspielen (1985)

- Blessures au cours d'un match de football (une étude criminologique avec considération spéciale du pouvoir pénal des associations de football)

Die richterliche Beweiswürdigung im Strafprozeß (1992)

- l'appréciation de la preuve en procédure pénale

Kriminologie, Jugendstrafrecht, Strafvollzug (5. Auflage 2008)

- criminologie, droit pénal relatif aux jeunes délinquants, exécution des peines

Satzger/Schmitt/Widmaier: StGB. Strafgesetzbuch. Kommentar (1. Auflage 2009, Mitherausgeber)

- Code pénal, code commenté et annoté (Co-éditeur)

2. Articles

Zum Gutachten des psychiatrischen Sachverständigen aus der Sicht des Strafrichters (Archiv für Kriminologie Band 198, 38 ff.)

- l'expertise psychiatrique du point de vue des juges

Zu Rechtsprechung und Rechtswirklichkeit verfahrensbeendender Absprachen im Strafprozess (GA 2001, 411 ff.)

- les transactions procureur – juge – défenseur en droit pénal allemand

Zur räumlichen Geltung des deutschen Strafrechts bei Straftaten im Internet (Festschrift 600 Jahre Würzburger Juristenfakultät 2002, 357 ff.)

- l'application territoriale du droit pénal allemand et les infractions pénales commises sur Internet

Straf- und Strafverfahrensrecht (Mainzer Rechtshandbuch der Neuen Medien 2003, 409 ff., Mitverfasser: R. Eschelbach und K. Wasserburg)

- le droit pénal, le droit de la procédure pénale et les nouveaux médias (co-auteur)

Die überlange Verfahrensdauer und das Beschleunigungsgebot in Strafsachen (StraFO 2008, 313 ff.)

- La lenteur de la procédure pénale et le droit d'être jugé dans un délai raisonnable (Art. 5.3 et 6.1 CEDH)

Zur Untreue durch Kreditbewilligung (Festschrift für Gerd Nobbe 2009, 1009 ff.)

- le détournement de fonds par octroi de crédit

VIII. Langues

(Condition : connaissance active de l'une des langues officielles du Conseil de l'Europe et connaissance passive de l'autre)

Langue	Lu			Écrit			Parlé		
	Très bien	Bien	Assez bien	Très bien	Bien	Assez bien	Très bien	Bien	Assez bien
a. Première langue :									
– allemand	x			x			x		
b. Langues officielles :									
– anglais	x			x			x		
– français		x			x			x	
c. Autres langues :									
– espagnol	x				x			x	
– italien		x				x			x

IX. Au cas où vous n'auriez pas le niveau de compétence linguistique requis pour exercer la fonction de juge dans [la deuxième] langue officielle, veuillez confirmer votre intention, si vous êtes élu(e) juge à la Cour, de suivre des cours de langue intensifs dans la langue concernée avant de prendre vos fonctions ainsi que, si besoin est, au début de votre mandat.

Je confirme mon intention de suivre des cours de langue intensifs avant de prendre mes fonctions, et si besoin, au début de mon mandat.

X. Autres éléments pertinents

–

XI. Veuillez confirmer que vous vous installeriez de manière permanente à Strasbourg au cas où vous seriez élu(e) juge à la Cour.

Je confirme que je m'installerai de manière permanente à Strasbourg au cas où je suis élu juge à la Cour.

**REPRÉSENTATION PERMANENTE DE MALTE
AUPRÈS DU CONSEIL DE L'EUROPE**

28 avril 2010

M. Mateo Sorinas Balfego
Secrétaire Général
Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

Monsieur le Secrétaire Général,

J'ai le plaisir de vous informer que le gouvernement maltais propose les trois candidats suivants pour le poste de juge à la Cour européenne des droits de l'homme au titre de Malte.

1. M. Vincent Degaenato
2. M. Joseph Filletti
3. Mme Abigail Lofaro.

Vous trouverez en pièce jointe les curriculum vitae de ces candidats.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, ...

(Signature)

Joseph Licari

**REPRÉSENTATION PERMANENTE DE MALTE
AUPRÈS DU CONSEIL DE L'EUROPE**

Le 7 mai 2010

M. Mateo Sorinas Balfegó
Secrétaire Général
Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

Monsieur le Secrétaire Général,

Suite à la lettre de monsieur l'ambassadeur Joseph Licari, en date du 28 avril, dans laquelle il transmettait la liste des personnes proposées pour le poste de juge à la Cour européenne des droits de l'homme au titre de Malte, je me permets de vous communiquer les informations ci-après relatives à la procédure de sélection.

Le 18 septembre 2009, le gouvernement de Malte a publié un appel à candidatures en langues anglaise et maltaise, dans les quatre quotidiens maltais, à savoir *The Times*, *The Malta Independent*, *L-Orizzont* et *In-Nazzjon*. L'annonce faisait tout particulièrement référence à l'article 21 de la Convention européenne des droits de l'homme et aux résolutions y afférentes de l'Assemblée parlementaire sur l'élection des juges. Elle précisait également que sur les trois candidats qui seraient sélectionnés, l'un au moins serait une femme.

La date limite pour le dépôt des candidatures auprès du ministère de la Justice et de l'Intérieur était fixée au 12 octobre 2009. Le ministère a reçu au total 14 candidatures. Le ministre a formulé un avis qu'il a soumis à la réunion du Cabinet qui a ensuite pris la décision concernant les trois candidats à désigner.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Secrétaire Général, ...

Mark A. Pace
Chargé d'affaires *ad interim*

70 ALLÉE DE LA ROBERTSAU, 67 000 STRASBOURG
TÉL. : +33-3-88247610 FAX : +33-3-88247611

Vincent Anthony De GAETANO

CURRICULUM VITAE

(rédigé conformément à l'annexe I à la Résolution 1200 (1999) de l'Assemblée parlementaire
mentionnée dans l'appel à candidatures)

I. État civil

NOM, PRÉNOM	Vincent Anthony De Gaetano
SEXE	Masculin
DATE ET LIEU DE NAISSANCE	17 août 1952 – Malte
NATIONALITÉ	Maltaise
ÉTAT MATRIMONIAL	Marié à Marie-Therese Ambrogio

II. Études et diplômes, et autres qualifications

ÉTUDES

Collège jésuite Saint Aloysius (Malte) (1961-1968) ;
Junior College de l'Université royale de Malte (1968-1970) ;
 Université royale de Malte (1970-1975) ;
 Université de Cambridge (*Gonville and Caius College*) (1976-1979).

DIPLOMES UNIVERSITAIRES

Diplôme en notariat (1974) (Université royale de Malte) ;
 Doctorat en droit (LL.D., thèse en droit international public : *The Genuine Link Theory in Dual Nationality in International Law* (« La théorie du lien réel dans la double nationalité en droit international »), 1975, (Université royale de Malte) (Sorti major de la promotion des 1^{ère}, 2^e et 3^e années, et deuxième de la 5^e année) ;
 Diplôme en criminologie (articles en sociologie, psychiatrie et psychologie, méthodologie et droit pénal ; mémoire en pénologie), (1977) (Université de Cambridge) (Sorti troisième de la promotion) ;
 Admis au Barreau à la Valette, Malte, janvier 1976.

III. Activités professionnelles pertinentes

FONCTIONS ET EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Premier conseiller de la République au bureau de l'*Attorney General*, Malte, juillet 1979 ;
 Assistant de l'*Attorney General*, août 1988 ;
 Adjoint de l'*Attorney General*, juillet 1989 à mars 1994 (pour ces trois postes, conseiller juridique du gouvernement sur des questions générales de droit public ; procureur principal devant la Cour pénale et la Cour d'appel pénale ; contribution à la rédaction de textes de loi, notamment dans le domaine du droit public et du droit pénal) ;
 Juge aux Cours supérieures de Malte, mars 1994 à août 2002 (siégeant d'ordinaire à la Cour d'appel pénale et à la Cour pénale ; également à la 1^{ère} Chambre du Tribunal civil pour statuer sur les demandes de recours constitutionnel en première instance et à la 2^e Chambre du Tribunal civil (juridiction gracieuse) ; auparavant, siégeant d'ordinaire à la 1^{ère} Chambre du Tribunal civil pour juger en première instance des affaires de séparation, d'annulation de mariage, de garde d'enfants et de droits de visite).
 Juge président de la Cour constitutionnelle, de la Cour d'appel et de la Cour d'appel pénale, depuis le 26 août 2002.

EXPÉRIENCE DANS LE DOMAINE DE L'ENSEIGNEMENT

Directeur de recherche d'étudiants en criminologie du *Fitzwilliam College*, Cambridge, trimestre de printemps, 1979 ;

Chargé de cours invité en criminologie/administration de la justice, Département d'études économiques et sociales/Faculté d'études de gestion, Université de Malte, janvier 1980, octobre 1980 à janvier 1981 et février 1985 à janvier 1986 ;

Chargé de cours invité, Centre de développement de la participation des travailleurs, Université de Malte, juin 1986 ;

Examineur (gouvernement de Malte, Bureau local des examens) en sociologie (1980), en droit (1981) et en droit relatif aux preuves scientifiques et à la médecine légale (1983) ;

Chargé de cours invité en sociologie de la déviance et en droit, Département d'études sociales, Université de Malte et Institut de philosophie et de sciences humaines de la Faculté de théologie, Archidiocèse de Malte, de 1986 à 1988 ;

Chargé de cours invité en droit pénal, Faculté de droit, Université de Malte, 1987 à 1991 ; chargé de cours, novembre 1991 ; maître de conférences, janvier 1994 à mars 2003 (poste non rémunéré depuis la prise de fonctions judiciaire en mars 1994) ; maître de conférences honoraire, mars 2003 à ce jour ;

Enseignement du droit pénal et de la procédure pénale, École de police de Malte/Quartier général de la police, 1982, 1983 et 1984 et École de police de Fort St. Elmo, 1988, 1989 et 1990 ; cours spécial sur l'action pénale aux élèves agents de police, 1991 et 1992.

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

En tant que conseiller principal de la République, assistant et adjoint de l'*Attorney General*, j'ai plaidé pour le gouvernement dans des affaires relatives aux droits de l'homme (au titre des dispositions relatives aux droits de l'homme de la Constitution de Malte, puis des dispositions de la Convention européenne des droits de l'homme telles qu'elles figurent dans la loi sur la Convention européenne, chapitre 319 de l'édition révisée des lois de Malte) devant la 1^{ère} chambre du Tribunal civil et devant la Cour constitutionnelle. En tant que magistrat siégeant à la 1^{ère} chambre du Tribunal civil, j'ai jugé des affaires relatives aux droits de l'homme en première instance. Enfin, dans l'exercice de mes fonctions de juge président de la Cour constitutionnelle, je siége avec deux autres magistrats pour statuer en appel sur toutes les affaires relatives aux droits de l'homme.

Lorsque j'étais chargé de cours principal du Département de droit pénal de la Faculté de droit de l'Université de Malte, j'ai enseigné plusieurs aspects des droits de l'homme, en relation avec le droit pénal positif et la procédure pénale. Plus récemment, j'ai été invité à dispenser un cours sur les droits de l'homme à la City Montessori School, Lucknow, Inde.

V. Activités publiques

Collaborateur et correspondant local régulier, *Commonwealth Law Bulletin*, 1980 à 1987 ;

Participation au Programme de visiteurs internationaux des Etats-Unis (tribunaux et établissements correctionnels aux Etats-Unis), septembre 1986 ;

Membre du Comité *ad hoc* d'experts sur les aspects juridiques de l'asile territorial, des réfugiés et des apatrides (CAHAR) du Conseil de l'Europe, 1988 à 1994 ;

Représentant de Malte au sein du Comité directeur pour la coopération juridique (CDCJ) du Conseil de l'Europe, 1988 à avril 2000 ; vice-président, novembre 1995 à décembre 1997 ; président, janvier 1998 à décembre 1999 ;

Président du Groupe multidisciplinaire sur la corruption (GMC) du Conseil de l'Europe, 1995 à décembre 1997 ;

Représentant du Comité directeur pour la coopération juridique (CDCJ) au sein du Groupe multidisciplinaire sur la corruption (GMC), décembre 1999 à octobre 2001 et au sein du Groupe d'États contre la corruption (GRECO), décembre 1999 à février 2004 ;

Participation en tant qu'expert à une mission du Conseil de l'Europe à Erevan, Arménie, dans le cadre du Programme Octopus visant à étudier le cadre législatif et institutionnel contre la corruption, le crime organisé et le blanchiment d'argent dans ce pays, juillet 2001 ;

Participation à une mission du Conseil de l'Europe à Bakou, Azerbaïdjan, en tant qu'expert et conseiller sur le projet de « Loi anti-corruption » de la République d'Azerbaïdjan, octobre 2001 ;

Ancien membre du Comité interdépartemental sur le traitement informatique des données juridiques dans les cours de justice (Malte) ;

Ancien membre du Comité interdépartemental pour la création d'une école agréée à Malte ;

Participation à un cours de deux mois pour les conseillers juridiques principaux du gouvernement, entre février et avril 1992 à l'Institut d'études juridiques avancées de l'Université de Londres, sur l'élaboration de textes de loi, le droit constitutionnel et administratif et les transactions commerciales internationales (bénéficiaire d'une bourse du Bureau des affaires étrangères et du Commonwealth du Royaume-Uni) ;

Visite d'institutions juridiques à Londres et Édimbourg entre le 20 et le 25 avril 1992 dans le cadre d'un programme de visiteurs étrangers organisé par le Bureau des affaires étrangères et du Commonwealth du Royaume-Uni.

Membre fondateur de l'Association des juges et des magistrats de Malte.

Membre de la Commission pour l'administration de la justice (élu parmi les juges), avril à août 2002 ; vice-président « de droit » de cette commission, suite à l'accession à la présidence de la Cour constitutionnelle, de la Cour d'appel et de la Cour d'appel pénale, en août 2002.

VI. Autres activités

Je représente Malte au sein de la Conférence européenne des Cours constitutionnelles, du Réseau des présidents des Cours suprêmes de l'Union européenne, ainsi que de l'Association des Conseils d'Etat et des juridictions administratives suprêmes de l'Union européenne ; je représente également le Comité d'études judiciaires (organe chargé de la formation des juges et magistrats à Malte) au sein du Réseau de Lisbonne.

En ce qui concerne les rapports, allocutions, etc., voir www.judiciarymalta.gov.mt sous « The Judiciary > Speeches by the Chief Justice » et « Other Information > Documents ».

VII. Travaux et publications

On the Status of the Holy See in International Law, Law Journal (Malta University Press), Vol. III, Dec. 1973, pp. 19-22;

Some Thoughts on Natural Law and Contemporary Society, *ibid.*, Vol. IV, Jan. 1975, pp. 23-37;

Violence in Context, *ibid.*, Vol. VIII, 1977, pp. 37-59;

From Approved Schools to Community Homes - An English Exercise in Cosmetic Terminology?, International Journal of Comparative and Applied Criminal Justice (Wichita University), 1978, Vol. II, no. 2, pp. 153-170;

Building and Judicial Interpretation, The Architect (Malta Chamber of Architects and Civil Engineers), Nov. 1980, no. 5, pp. 19-24;

Criminal Law and the Protection of the Individual, De Jure (Crest Publishing Ltd., Malta), Vol. I, Autumn 1982, pp. 25-31;

Calleja v. Balzan: Reflections on Public Order, Id-Dritt/Law Journal (Law Students Association, University of Malta), Vol. X, Autumn 1983, pp. 13-42;

Public Meetings and English Courts: A Historical Note, Il-Pulizija (Malta Police Association), Vol. 4 no. 2 to Vol. 5 no. 1 (1983/1984);

Attorney-General, magistrates and the police: the Maltese system, Commonwealth Law Bulletin (Commonwealth Secretariat, London), 1989, Vol. 15, pp. 301-309;

The Doctor in Court – An Overview, Id-Dritt/Law Journal (The Law Society, Għ.S.L., University of Malta), Vol. XVII, 1999, pp. 17-27;

Selected Criminal Cases for Students – Vol. I [1994], (with S. Tonna Lowell) (The Law Society, Għ.S.L., University of Malta), 1999.

Selected Criminal Cases for Students – Vol. II [1995], (with S. Tonna Lowell) (The Law Society, Għ.S.L., University of Malta), 2000.

Drug-Related Crime and Criminal Justice Issues in Malta, Id-Dritt (The Law Students' Society, Għ.S.L., University of Malta), Vol. XVIII, 2002, pp. 101-108.

VIII. Langues

Langue maternelle : maltais – lu TB, écrit TB, parlé TB
Langues officielles : anglais – lu TB, écrit TB, parlé TB
français – lu AB à B
Autres langues : italien – lu TB, écrit TB, parlé TB
Latin – lu AB, écrit AB

[En référence à la Résolution 1646 (2009) – **Point IX**. Au cas où je n'aurais pas le niveau de compétence linguistique requis pour exercer la fonction de juge dans une langue officielle, je confirme mon intention, si je suis élu juge à la Cour, de suivre des cours de langue intensifs dans la langue concernée avant de prendre mes fonctions ainsi que, si besoin est, au début de mon mandat.

X. Autres informations pertinentes

Bénéficiaire de la bourse de voyage du gouvernement italien pour excellence en langue italienne, septembre 1969 ;

Bénéficiaire de la bourse du gouvernement de Malte accordée pour trois années d'études à l'Université royale de Malte, 1971 à 1974 ;

Bénéficiaire de la bourse de l'Association des Universités du Commonwealth, à l'origine accordée pour un troisième cycle en criminologie (1976-1977), prolongée jusqu'en juillet 1979 pour des recherches comparées sur les pouvoirs de police et l'ordre public, sous la direction du Professeur David G. T. Williams, Maître de conférence en droit public à l'*Emmanuel College* de Cambridge ;

Chercheur à la 199^e session (juillet 1980) du Séminaire d'études américaines de Salzbourg (Schloss Leopoldskron, Salzbourg, Autriche) sur les institutions juridiques et le droit américains ;

Propositions de postes d'enseignement de l'Université des Antilles et de l'Université de Canterbury (Christchurch, Nouvelle-Zélande), juin 1979.

Distinctions honorifiques : Ordre de la Croix de Terra Mariana, 1^{ère} classe (République d'Estonie) ; Grand Officier de l'Ordre des Trois Étoiles (République de Lettonie) ; Cavaliere di Gran Croce dell'Ordine al Merito della Repubblica Italiana ; Grand Officier de l'Ordre de la République de Tunisie ; Grande-Croix de l'Ordre du Mérite de la République de Chypre ; Grande-Croix de l'Ordre du Mérite de la République de Hongrie (division civile) ; Grande-Croix 1^{ère} classe de l'Ordre du Mérite de la République fédérale d'Allemagne.

XI. Confirmation

Je confirme par la présente que j'établirai ma résidence permanente à Strasbourg si je suis élu juge à la Cour européenne des droits de l'homme.

8-10-2009

JOSEPH A. FILLETTI**CURRICULUM VITAE****I. État civil**

Nom, prénom : FILLETTI, Joseph Alfred
Sexe : Masculin
Lieu et date de naissance : MALTE, 6 mars 1946
Nationalité : Maltaise

II. Études

Enseignement supérieur :
 Université royale de Malte (1964-1971)
 Licence (Bachelor of Arts degree (B.A.Gen) en anglais, italien et philosophie (1967)
 Diplôme en notariat (1970)
 Doctorat en droit (LL.D.) (1971)

III. Activités professionnelles pertinentes*(a) Fonctions judiciaires :*

Juge, Cour constitutionnelle et Cour d'appel (juridiction supérieure), Malte
 Juge, Cour d'appel pénale (juridiction supérieure) ;
 Juge « ad hoc », Cour européenne des droits de l'homme, Strasbourg (affaires 17209/02 ; 26111/02) ;
 Magistrat, Tribunal de police judiciaire, Malte (1979-1984)
 Membre élu, Commission pour l'administration de la Justice (2002-2004)
 Président, Association nationale des juges et magistrats de Malte (2002-2006)

(b) Fonctions et expériences professionnelles :

Rapporteur national, Recueil européen de statistiques relatives à la criminalité et à la justice pénale
 Chercheur, Séminaire de Salzbourg sur les institutions juridiques et le droit américains
 Membre, Association internationale de juges (IJA)
 Membre, Association des juges et des magistrats du Commonwealth (CMJA)
 Coordinateur judiciaire, Bibliothèque des cours de justice, Cours supérieures de Malte
 Vice-président, Association de droit international (Bureau de Malte) (1996-1999)
 Membre du Conseil, Comité exécutif sur le droit relatif au contrôle des armes et au désarmement,
 Association de droit international (ILA) (1996-1999) ;

(c) Activités éducatives et sociales

Président, Alliance Française de Malte
 Membre associé, *Royal Historical Society* (Université de Londres)
 Membre élu, Akkademja tal-Malti

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme*(a) Principales fonctions/nominations :*

Juge *ad hoc*, Cour européenne des droits de l'homme, Strasbourg
 Chargé de cours invité, Master méditerranéen sur les droits de l'homme et la démocratisation, Université de Malte.
 Juge désigné, Nouvelle Cour européenne des droits de l'homme, Strasbourg, 1998, 2004 et 2006.
 Premier sur la liste de candidats recommandés par le comité de sélection en 1998 et élu deuxième par l'Assemblée parlementaire.
 Les élections ne se sont pas tenues en 2004 et 2006.

(b) Activités publiques dans le domaine des droits de l'homme

Président, Groupe multisectoriel sur la lutte contre la traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle, Conseil de l'Europe, 1997-1999

Orateur principal, OSCE, Séminaire méditerranéen sur la dimension humaine de la sécurité, « Promouvoir la démocratie et l'état de droit », Conférence de la Valette, 1998

Orateur invité, Conférence euro-méditerranéenne de Wilton Park, « Renforcer la démocratie et le respect des droits de l'homme », Royaume-Uni, 1998

Délégué, Colloque régional européen « Tous concernés – L'effectivité de la protection des droits de l'homme, 50 ans après la Déclaration universelle », Strasbourg, 1998

Critique, *Mediterranean Journal of Human Rights*, CEDAM, 1997

Délégué, 7^e Colloque international sur la Convention européenne sur l'égalité et la non-discrimination, Copenhague, Oslo, Lund, 1990

Participant, Projet multirégional sur les Etats-Unis : une société pluraliste, Programme de visiteurs des Etats-Unis, 1983

V. Participation à des conférences internationales (sélection)

Rapporteur délégué, Colloque des Cours des États de l'Union européenne, Paris, 2004

Délégué, Colloque du Bicentenaire du Code civil français, Paris, 2004

Rapporteur délégué, « Les corps judiciaires de l'Union européenne : perspectives de coopération », La Haye, 2003

Intervenant invité, Réunion d'inauguration, Forum européen des juges des tribunaux de commerce, Londres, 2003

Participant, « Les différents aspects de la coopération juridique internationale au 21^e siècle », Conférence du Commonwealth sur le droit, *Christchurch College*, Oxford, Royaume-Uni, 2001

Directeur national, Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), La Haye (1997-2000)

VI. Expérience universitaire (sélection)

Chargé de cours invité et examinateur externe, Université de Malte (depuis 1980)

Faculté de droit, Département de droit international

Faculté des lettres, Département des relations internationales

Chargé de cours invité, Institut de droit maritime international (OMI) sur les organisations internationales/la résolution pacifique des litiges

VII. Autres activités (Conseil de l'Europe)

Chef de la délégation et membre du Bureau, Comité européen pour les problèmes criminels (CDPC), Strasbourg, 1988-2000

Rapporteur, Conseil de l'Europe, Plan Thémis, Réunion multilatérale sur les systèmes judiciaires dans une période de transition, Budapest (1995)

Délégué, 20^e Conférence des ministres européens de la Justice sur l'efficacité et l'équité de la justice civile, pénale et administrative, Budapest (1996)

21^e Conférence de recherches criminologiques (1996) sur les pays en transition : les effets des évolutions politiques, sociales et économiques sur la criminalité et la justice pénale

5^e Conférence sur la politique pénale, Strasbourg (1995)

19^e Conférence des Ministres européens de la Justice sur les aspects administratifs, civils et pénaux, y compris le rôle du pouvoir judiciaire, de la lutte contre la corruption, La Valette (1994)

11^e Colloque criminologique sur la criminalité et l'économie (1994)

20^e Conférence de recherches criminologiques (1993) sur les interventions psychosociales dans le système de justice pénale

19^e Conférence de recherches criminologiques (1990) sur les nouvelles stratégies sociales et le système de justice pénale

Juriste, Comité d'experts sur le rôle du Ministère public (1997)

Groupe de réflexion sur le programme des travaux futurs du CDPC, Strasbourg, 28-29 septembre 1998.

VIII. Publications (Sélection)

i. Publications en association avec le Conseil de l'Europe :

The Constitutional, Statutory and Institutional Safeguards of the Impartiality of Judges and of Judicial Independence/ Les Garanties Constitutionnelles, Législatives et Institutionnelles de l'impartialité des Juges et de l'indépendance de la Justice -

Judicial Systems in a period of Transition, Themis No.3, Council of Europe Publishing, 1997, pp.79 – 91

European Sourcebook of Crime and Criminal Justice Statistics, National Correspondent for Malta, 2003

ii. Autres publications juridiques :

The Maltese Judiciary, A Treatise on Compared Judicial Organization, IAJ Publication, National Contributor, Zurich, Bruxelles, 1999

Gabra ta' Appelli Kriminali (Criminal Appeals Annotated), Malta, 1987

The Rule of Law: International Commitments and National Institutions, Id-Dritt, Law Journal, Malta, vol XVII, pp.29 -40, 1999

The Place of Mediation in Commercial Litigation, Law and Practice Journal, Chamber of Advocates, Malta, 2004

iii. Œuvres littéraires/recherches historiques :

Short Stories Collections: Imhabba Qarrieqa (1982); Roulette (1984); Id-Dar tat-Torri (1986), PEG Publications, Malta

La Polemica nella Stampa Maltese per la Visita di Giuseppe Garibaldi a Malta nel 1864, Papers in Mediterranean Social Studies, Malta, 1998

VIII. Compétences linguistiques

	Langue	Lu	Ecrit	Parlé
Langue maternelle	Maltais	Très Bien	Très Bien	Très Bien
Langues officielles	Anglais	Très Bien	Très Bien	Très Bien
	Français	Très Bien	Bien	Bien
	Italien	Très Bien	Très Bien	Très Bien
Autres langues	Chinois (Mandarin)	Débutant	Débutant	Débutant
	Latin	Assez bien	----	----

IX. Autres informations pertinentes

(i) Anciens postes/fonctions occupés :

Curateur d'office pour l'aide judiciaire (1972-1979) ;

Membre, Conseil d'administration de la Banque centrale de Malte (1997-1979)

Président, Commission des droits d'auteur (1976-1979)

Président, Commission de recours en matière de droits de succession (1976-1979)

Membre, Commission consultative des bibliothèques publiques (1976-1979)

Membre, Commission de recours en matière d'imprimés (1975-1979)

Correspondant parlementaire, Radio Malta (1971)

Avocat, Cabinet d'avocats Brincat et Filletti (1972-1979).

- (ii) *Distinctions honorifiques :*
Chevalier de l'Ordre National du Mérite (France), 1990
Officier de l'Ordre National du Mérite (France), 2000

X. Confirmation de la résidence permanente à Strasbourg

Je confirme par la présente que j'établirai ma résidence permanente à Strasbourg si je suis élu juge à la Cour européenne des droits de l'homme.

Joseph A. Filletti

Abigail LOFARO**CURRICULUM VITAE****I. État civil**

Nom, prénom : Abigail Lofaro née Attard
 Sexe : Féminin
 Date et lieu de naissance : 16.09.61, Malte
 Etat matrimonial : Mariée à Pierre Lofaro

II. Études et diplômes, et autres qualifications**ÉTUDES**

COUVENT DU SACRE CŒUR	(1972 – 1977)
COLLEGE DE LA SALLE	(1977 – 1978)
UNIVERSITÉ DE MALTE	(1978 – 1984)
Tribunal métropolitain de Malte, Curie de l'Archevêché	(1994 – 1995)
UNIVERSITÉ DE MALTE	(1999 – 2001)

DIPLÔMES UNIVERSITAIRES

Diplôme en notariat (1982) (Université de Malte)

Doctorat en droit

Thèse en droit civil : *Grounds of Annulment of Marriages, with special reference to Defects of a Psychological Nature* (Les motifs d'annulation du mariage, en particulier les défauts de nature psychologique (1984) (Université de Malte)

Diplôme en droit canonique du mariage, jurisprudence et procédure

(Dip. Canonical Marriage cases, Jurisprudence and Procedure) (1995)
 (Tribunal métropolitain de Malte, Curie de l'Archevêché)

Magister Juris en droit européen et droit comparé

Thèse en droit européen de la concurrence, *The Concept of Dominance as Applied in Telecommunications Regulation* (Le concept de dominance appliqué à la réglementation des télécommunications) (2001) (Université de Malte).

Admise au Barreau à la Valette, Malte, mai 1984

III. Activités professionnelles pertinentes**a. ACTIVITÉS JUDICIAIRES**

1996 – 2006 : Magistrat : présidente de la Cour des magistrats, exerçant ses compétences en tant que juridiction pénale d'instruction ou de jugement, et en tant que juridiction civile.

Depuis 2006 : Juge aux Cours supérieures de Malte, pour connaître des affaires civiles et commerciales et statuer sur des demandes de recours constitutionnel en première instance. Siégeant régulièrement à la Cour d'appel (juridiction supérieure) et à la Cour d'appel pénale (juridiction supérieure) lorsque l'un des juges siégeant à la Cour d'appel, en tant que juridiction civile ou pénale, n'est pas en mesure de juger une affaire donnée.

b. ACTIVITÉS JURIDIQUES NON JUDICIAIRES

Conseillère auprès du ministère du logement, Malte, 1984 à 1986 : conseillère juridique sur des questions d'ordre général et conduite de toutes les affaires dans lesquelles le ministère était impliqué, en tant que partie requérante ou partie défenderesse.

Conseillère auprès de la Commission de révision des lois, 1987 à 1990, chargée de surveiller la conformité des modifications apportées aux principales lois de Malte par la Commission, en vue de la publication de l'édition révisée des lois de Malte.

Exercice privé, Cabinet d'avocats Grech & Associates, 1991 à 1996 : chargée du suivi d'affaires de droit civil, de droit commercial et de droit de la famille, également devant les tribunaux, et avocate plaidante devant le tribunal métropolitain dans des affaires d'annulation de mariage.

c. ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES NON JURIDIQUES

Secrétaire au logement par intérim et Secrétaire à la Commission des dommages de guerre par intérim 1986 à 1987, chef par intérim du ministère du logement, responsable de l'attribution de logements aux personnes les plus défavorisées au plan social, telles que les sans-abri, les chômeurs, les personnes atteintes d'incapacité, handicapées ou personnes âgées, les familles monoparentales ou les personnes vivant dans des logements délabrés, insalubres ou dangereux.

Secrétaire particulière du Secrétaire parlementaire chargé du logement social, 1990 à 1991 : conception de programmes de logement social et compilation des rapports d'activités annuels du Secrétariat.

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

En tant que magistrate, j'ai rendu plusieurs jugements faisant suite à des requêtes demandant à la Cour des magistrats de renvoyer des affaires de droits de l'homme devant la première chambre de la Cour civile, jugements dans lesquels j'ai déterminé si l'action en question était ou non abusive.

En tant que juge aux Cours supérieures, j'examine des affaires constitutionnelles en première instance, ainsi que des affaires constitutionnelles renvoyées devant ma Cour par la Cour des magistrats selon la procédure précitée. Je connais également des affaires portant sur les droits de l'homme et les libertés fondamentales de l'individu, renvoyées devant ma Cour par la Cour pénale et par la Cour d'appel – en tant que juridiction civile ou pénale – lorsque celle-ci juge que la requête dont elle a été saisie n'est pas manifestement mal fondée.

V. Activités publiques

En mai 2004, j'ai été chargée par le Vice-Premier ministre, conformément à la loi relative aux enquêtes, d'examiner l'ensemble du processus ayant conduit à l'expulsion de ressortissants érythréens de Malte en septembre/octobre 2002. Dans le cadre de mon mandat, j'ai entendu plusieurs témoins et étudié d'autres pièces à conviction. J'ai soumis mon rapport au Vice-Premier ministre en septembre 2004.

Depuis 2003, je suis membre de l'association des juges et des magistrats de Malte.

VI. Autres activités

Je représente Malte au sein de l'Association européenne des juges des tribunaux du travail (EALCJ) et j'ai assisté à de nombreuses conférences de l'EALCJ ainsi qu'à ses réunions générales annuelles.

J'ai également assisté à des réunions organisées par l'OIT.

J'ai assisté à un séminaire pour les juges organisé par l'OHMI (Office de l'harmonisation dans le marché intérieur – marques, dessins et modèles), tenu à Malte en 2007.

En 2007, j'ai assisté à une conférence de l'ERA (Académie de droit européen) à Trèves, Allemagne, sur le thème « Lutte contre la discrimination – les directives de 2000 sur l'égalité de traitement ».

En 2008, j'ai assisté à un séminaire de l'association des Conseils d'Etat et des juridictions administratives suprêmes de l'Union européenne, sur le thème « le juge administratif et le droit communautaire de l'environnement », tenu à Bruxelles, Belgique.

En 2008, j'ai assisté à un séminaire de l'OHMI sur les litiges relatifs aux marques et aux dessins ou modèles, à Alicante, Espagne.

VII. Publications et autres travaux

- Depuis 1997 : Arrêts de nombreuses affaires en tant que magistrate, puis juge, publiées dans le recueil de jurisprudence
- The Principle of non-discrimination in so far as concerns the free movement of workers, nationals of EU Member States – December 2000.
- A discussion and analysis of recent developments concerning fundamental human rights in the European Union – May 2001.
- A critical analysis of the Advocate General's opinion and of the judgement delivered by the European Court of Justice in the Oscar Bronner case (1998) and a comparison between this case and previous case law on refusal to supply / deal or license – May 2001.

VIII. Langues

- | | |
|--------------------------|--|
| a) Langue maternelle : | Maltais – Lu TB, écrit TB, parlé TB. |
| b) Langues officielles : | Anglais – Lu TB, écrit TB, parlé TB.
Français – Lu TB, écrit B, parlé AB. |
| c) Autres langues : | Italien – Lu TB, écrit TB, parlé TB.
Latin – Lu AB. |

IX. Autres informations pertinentes

Voir points III, V et VI ci-dessus.

X. Je confirme par la présente que j'établirai ma résidence permanente à Strasbourg si je suis élue juge à la Cour européenne des droits de l'homme.